

Source : https://www.liberation.fr/planete/2018/10/09/climat-ces-etats-europeens-qui-ne-veulent-pas-relever-leurs-ambitions_1684001

Téléchargement 10 10 2018

Climat: ces Etats européens qui ne veulent pas relever leurs ambitions

Par [Aude Massiot](#) — 09 10 2019

Lors d'une manif samedi dernier près de la forêt d'Hambach, dans l'Ouest de l'Allemagne, pour protester contre l'exploitation d'une immense mine de charbon. Photo Sascha Schuermann. AFP

Les 28 ministres de l'Environnement européens devront décider, ce mardi lors d'un Conseil organisé au Luxembourg, s'ils veulent rehausser les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Des Etats comme la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et même l'Allemagne y seraient hostiles.

- Climat: ces Etats européens qui ne veulent pas relever leurs ambitions

Des centaines de scientifiques et 197 Etats qui se mettent d'accord pour confirmer que, sans des actions urgentes et radicales contre le changement climatique, le monde s'oriente vers une hausse des températures catastrophiques, cela n'arrive pas tous les jours. C'est la portée symbolique du rapport publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [lundi](#).

À lire aussi [Le rapport glaçant du Giec](#)

Difficile pour les Etats européens de passer à côté de la nouvelle, alors que leurs représentants ont dû approuver le texte la semaine dernière. Le Conseil des ministres de l'Environnement de l'Union européenne, organisé ce mardi au Luxembourg, devrait logiquement refléter les conclusions du rapport du Giec. Pourtant, ce n'est pas gagné. Les Etats doivent voter à l'unanimité pour ou contre la relève des ambitions climatiques pour 2030.

L'Europe une nouvelle fois divisée

«La France continuera de se mobiliser auprès de ses partenaires européens pour que les engagements pris lors de la COP 21 soient revus à la hausse, et que l'Union entraîne le reste du monde à tenir les objectifs de l'accord de Paris», ont assuré François de Rugy, ministre de la Transition écologique, Jean-Yves Le Drian aux Affaires étrangères et Frédérique Vidal à l'Enseignement supérieur dans un communiqué lundi.

François de Rugy, dont ce sera le baptême au Conseil européen de l'Environnement, doit encore convaincre certains de ses partenaires de l'UE de suivre cette voie. Avec [les Pays-Bas](#), la Suède et l'Espagne, la France soutient un rehaussement des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de

serre à l'horizon de 2030. Il y a quatre ans, les Etats membres avaient accepté une cible de -40% à cette échéance. C'était avant la signature de l'accord de Paris sur le climat, en décembre 2015.

Pouvoir symbolique

En ratifiant ce traité international, l'UE s'est engagée à mettre tout en œuvre pour limiter le réchauffement mondial à au moins 2°C, voire 1,5°C d'ici à 2100. Elle a aussi accepté d'«actualiser» ses ambitions d'ici à 2020. Mais des Etats comme la Pologne, la Hongrie, la République tchèque s'opposent à une relève des ambitions. Varsovie refuse même que l'expression «*leadership européen*» sur le climat soit inscrite dans la déclaration publiée à l'issue du Conseil de mardi. «*Certains pays refusent un rehaussement des intentions au motif que les objectifs actuels ne sont même pas respectés*, détaille Lola Vallejo, responsable climat à l'Institut sur le développement durable et les relations internationales (Iddri). *Mais il est important que l'UE prenne le rôle symbolique de leader international sur le climat en incitant le reste du monde à revoir à la hausse leurs engagements.*»

L'Allemagne s'est récemment ralliée au camp des conservateurs. Pourtant, en juin, la ministre de l'Environnement avait signé un appel à relever les objectifs européens. Le pays peine à concilier lutte contre le dérèglement climatique et sortie du nucléaire à laquelle elle s'est engagée en 2011 et qui la force à garder ses centrales de charbon ouvertes. Récemment, les tensions au sein du gouvernement allemand, dont le ministre de l'Economie et de l'Energie n'hésite pas à reprendre [l'argumentaire du lobby Business Europe](#), se sont cristallisées sur la question du diesel. Les Vingt-Huit votent justement, mardi, aussi les nouvelles intentions de réduction des émissions de CO₂ des voitures neuves.

L'Allemagne à contre-courant

«*La chancelière Angela Merkel a clairement déclaré qu'elle avait fait un marché avec les constructeurs automobiles allemands après l'affaire du Dieselgate [où les fabricants ont truqué les moteurs pour passer les tests de pollution, ndlr], explique Neil Makaroff de l'ONG Réseau Action Climat. Elle s'est engagée à ne pas augmenter les objectifs de réduction des émissions des véhicules. Les Etats membres sont très divisés sur la question.*» Les Vingt-Huit voteront à la majorité qualifiée pour ce sujet.

À lire aussi [Poussif accord sur les vieux diesels en Allemagne](#)

Le 3 octobre, le Parlement européen a approuvé des visées de -20 % en 2025 et -40 % en 2030 (par rapport à 2021). La Commission européenne soutient, elle, -30% à cette échéance. En vue de la Conférence des Nations unies sur le climat (COP 24) en décembre en Pologne, l'UE avait prévu d'arriver avec une stratégie collective ambitieuse, mais si les Etats n'arrivent pas à s'accorder demain, il sera difficile de soutenir une position de leadership.

[Aude Massiot](#)